

Davos et Porto Alegre : un essai de mise en perspective

En janvier 2001, le forum économique mondial et le forum social mondial expriment chacun avec ses limites le lent mouvement d'émergence d'une société civile mondiale

L'intuition fondatrice de Davos était bonne : les changements radicaux techniques, écologiques, économiques, culturels, mélangés indistinctement dans un mot valise, « mondialisation », changent la nature des modes de régulation. Le monopole étatique de la régulation internationale a disparu ; il faut donc inventer de nouveaux espaces de dialogue qui participent à l'émergence de nouvelles formes de gouvernance mondiale. A partir de cette intuition juste, le dérapage ultérieur s'est fait de deux manières : en confondant *mondialisation* (le fait irréversible de nos interdépendances) et *globalisation économique* (l'idéologie, simplette et connotée historiquement par la chute du monde communiste, que tous les problèmes du monde sont réglés par le marché) ; en croyant qu'une réunion des puissants de ce monde, chacun enfermé dans ses modes de pensées et ses intérêts, peut tenir lieu de démocratie et peut accoucher des mutations urgentes mais allant à l'encontre de leurs intérêts et de leurs habitudes. Cette double dérive, Davos en est le symbole et ce n'est que justice s'il se trouve soudain diabolisé et ... tout étonné de l'être. Il en est le symbole mais pas la cause. Un G7 qui se prend pour la directoire du monde, des institutions financières internationales prisonnières de leur mandat et de leurs actionnaires, des Etats soucieux de retenir leur gros contribuables : tout, depuis la chute du mur de Berlin a facilité l'émergence d'une « démocratie censitaire » à l'échelle mondiale où seuls les riches ont le droit de vote, le droit d'imposer aux pauvres une morale qu'ils sont loin de respecter, prodiguant sans vergogne des conseils de « bonne gouvernance » qu'ils ne mettent pas en œuvre eux-mêmes. Et ces formes policées de ploutocratie induisent comme toujours une myopie collective que symbolise – injustement je pense – l'expression de Smadja que vous reprenez avec malice, délicieusement grotesque, de « classe anxieuse » pour qualifier les milliards de gens qui ne mangent pas à leur faim, qui voient le fossé s'accroître entre riches et pauvres, les richesses de la planète dilapidées, les puissants incapables de se mettre d'accord à La Haye sur la mise en œuvre de l'accord – pourtant bien timide – de Kyoto sur l'effet de serre, le délire eugéniste de nos docteurs Folamour des biotechnologies, les dérives imprudentes de l'agriculture productiviste et j'en passe. Cette expression de "classes anxieuses" a un parfum de "tout va très bien madame la marquise" ! Aie confiance et dors tranquille bon peuple, on veille sur toi, nous les nantis, les puissants, les riches et les savants. Manque de chance, le bon peuple en question est plus éduqué, plus lucide, mieux informé qu'il n'a jamais été. Il voit plus clair et plus loin parce qu'il n'est pas enfermé dans sa tour d'ivoire et dans sa suffisance ; parce qu'il n'est pas pris dans le cercle magique de la réassurance mutuelle de ceux qui cotisent si cher pour ... en être.

Face aux défis de la mondialisation, il y a évidemment urgence à ce qu'une société civile mondiale s'invente, s'organise. Cela ne peut se faire qu'au prix d'innombrables tâtonnements. Cette invention s'est d'abord manifestée, il y a longtemps déjà, par la naissance et le développement d'ONG internationales spécialisées – Amnesty International, Greenpeace, Médecins sans frontières,

etc. Puis, à l'occasion des grandes conférences de l'ONU qui ont ponctué les années nonante depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, la société civile a été de plus en plus associée, même avec un strapontin, aux débats officiels, mêlant critique et collaboration. Les instances multinationales avaient bien besoin d'elles pour sortir d leur face à face avec les Etats ! mais, à ce stade la société civile en gestation ne maîtrisait ni l'objet ni les termes du débat. Elle y a toutefois découvert qu'en pratiquant mieux que les Etats l'art du réseau elle était vite plus compétente que les experts officiels eux-mêmes qui ne disposent que d'une information unilatérale.

A l'occasion de la campagne contre l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) les ONG (qui ne sont qu'une petite partie de la société civile) ont aussi découvert le parti qu'elles pourraient tirer d'Internet. Je ne suis pas sûr pour ma part que le combat contre l'AMI était techniquement bien choisi car l'absence d'accord multilatéral pénalise en fin de compte les pays pauvres plus que les pays riches. Par contre, la valeur symbolique et l'effet d'apprentissage ont été considérables. Valeur symbolique : « le peuple s'oppose à la négociation secrète qui va livrer les Etats aux puissantes multinationales ». Effet d'apprentissage : une campagne Internet partie du Québec et sans moyen fait voler en éclat le "complot", oblige les puissants de la terre à aller se rhabiller ! De quoi faire sortir du sentiment d'impuissance qui s'était imposé après la chute du mur de Berlin. Décidément, ça vaut la peine de ressortir les drapeaux rouges de la naphtaline.

L'étape d'après, ce fut Seattle, précédé par le succès significatif du mouvement ATTAC : un éditorial du Monde Diplomatique touchant juste où ça fait mal - la déconnexion croissante de la sphère financière et de l'économie réelle, avec tout un cortège d'effets pervers - diffuse comme une trainée de poudre l'idée qu'il faut réagir. Seattle : une coalition hétéroclite des « anti », portant des revendications aussi contradictoires entre elles que l'étaient les points de vue des délégués officiels à l'OMC, semble en mesure de faire trembler le plus puissants. Génialement joué ! Bénéficiant d'un apprentissage déjà ancien qui s'apparente au judo, les « mouvements » savent comment utiliser à leur profit le puissant phare médiatique braqué sur la rencontre officielle et le détourner à leur profit. La rencontre officielle n'est plus que le faire valoir de la protestation. On pense à Lech Walesa à Gdansk en 1980, utilisant au profit de Solidarnosc le réseau de radio interne aux chantiers navals, conçu par la direction pour diffuser les mots d'ordre du parti ! José Bové se pointe à une conférence de presse du délégué américain. Voyant le protestataire, le délégué se retire ... et José tient une conférence de presse improvisée, bénéficiant gratuitement d'un parterre international de journalistes venus pour assister à un autre spectacle. Et le médias participent à l'illusion lyrique : ils diffusent dans le monde entier l'idée que la manif a fait échouer la conférence, là où les contradictions entre les pays conduisaient de toute façon la négociation à l'échec. Du beau spectacle. La rue a gagné contre Versailles, Louis XVI et Marie Antoinette sont ramenés à Paris !

Mais derrière le spectacle, toujours assuré d'un bon taux d'audience, des petits qui roulent les grands dans la farine, Robin des Bois, Manneke Pis, Asterix ... il y a beaucoup plus sérieux. C'est que des positions comme celles de José Bové sont argumentées, nourries de contacts au sein de réseaux internationaux. C'est que le slogan « le monde n'est pas une marchandise » fait mouche tout simplement parce qu'il est juste, parce qu'il est fondamental, parce qu'il se met à résumer, ni plus ni moins, la lutte de la civilisation contre la barbarie.

Mais Seattle souffre encore de deux faiblesses considérables. La première est liée à son succès même. La manifestation bénéficie de la concentration médiatique pour la conférence officielle mais, de ce fait, laisse la définition de l'agenda aux Etats. La rue continue à courir après l'événement. La seconde faiblesse tient au registre purement contestataire. Une addition de refus ne fait pas une stratégie. La nécessité d'élaborer des propositions, de passer en quelque sorte de la défensive à l'offensive, les mouvements de toute sorte l'ont compris depuis quelques années déjà. Ils voient bien que les campagnes médiatiques, spectaculaires, permettent de gagner des batailles mais que ces victoires semblent seulement retarder d'un mouvement qui continue à paraître inéluctable : une somme de victoires ponctuelles n'empêche pas de perdre la guerre. Dans cette élaboration d'alternatives, les mouvements restent, après la chute du mur de Berlin, largement sans repère. Plus personne ne croit au grand soir. Il faut réinventer des alternatives dans le contexte, radicalement nouveau, d'interdépendances mondiales d'une telle ampleur qu'elles interdisent le repli sur soi. Les grands détenteurs de pouvoirs ont d'ailleurs autant de difficultés que les mouvements sociaux à inventer des alternatives. Il n'est que de voir, pour s'en convaincre, le fatalisme de la fuite en avant dans la science et dans le marché ou le simplisme des recommandations de Davis. Assumons donc une fois pour toute qu'une approche nouvelle du changement est à inventer, qui relie l'innovation locale et le changement global, qui assume la complexité des réalités et veut y répondre par le caractère inter relié des mutations à entreprendre. Soyons indulgents si toute cette société civile qui se cherche et tâtonne n'y parvient pas du premier coup ; le camp d'en face est de ce point de vue en retard plutôt qu'en avance sur elle !

Porto Alegre tire d'une certaine façon la conséquence de ces deux faiblesses. C'est, pour la première fois peut être, **un rendez-vous fixé par la société civile**, certes appuyée par la mairie de Porto Alegre et l'Etat du Rio Grande Sul, mais avec son agenda propre. En outre, la volonté est affichée, la priorité y est accordée à **l'élaboration de propositions**. Ce sont deux changements majeurs, d'une portée considérable pour l'avenir. On est encore loin du compte bien entendu. Ce forum n'est mondial que de nom. Il ne brille ni par la diversité des pays, ni la diversité des milieux. Mais prenons conscience que Davos est encore bien moins mondial. Dans une société qui se stratifie par milieux plutôt qu'elle ne se découpe en territoires, Davos n'apparaît que comme une petite île du monde : l'île des nantis. Un point dans l'océan.

C'est cette double nouveauté qui m'intéresse dans Porto Alègre. C'est elle qui fait le pont avec la démarche de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire dont la fondation Charles Léopold Mayer soutient depuis 1994 le développement. Quel est en effet le point de départ de l'Alliance, la substantifique moelle de la plate-forme pour un monde responsable et solidaire qui en est l'origine ? Le constat de **l'impasse à long terme de nos modèles actuels de développement**. L'étrange inversion des moyens et des fins qui a fait de la science et du marché, outils extrêmement puissants et opérationnels dont s'est dotée l'humanité, des sortes de finalités valant par elles-mêmes, illustrées par le "faux bon sens" "qu'on arrête pas le progrès" ou l'illusion de la fin de l'histoire. C'est enfin la conviction que les mutations à conduire dans les 50 prochaines années sont de même ampleur et de même complexité que celles qui nous ont fait passer il y a quelques siècles du Moyen Age au Monde moderne. Ces mutations, qu'il importe d'anticiper si nous ne voulons pas qu'elles nous soient imposées tôt ou tard par des catastrophes écologiques sociales et politiques, les puissants de ce monde, responsables politiques et économiques ne sont, dans les faits, pas capables de les concevoir et de les conduire. Non parce qu'ils sont méchants, cyniques ou animés de mauvaises intentions. Simplement parce qu'ils sont trop pris dans le court terme, trop enfermés dans leur système de représentation, avec trop d'intérêts investis dans l'état présent du monde pour parvenir même à les concevoir. **De là vient le devoir d'ambition et l'urgence de la construction d'une société civile**. Mais ces mutations nécessaires ne peuvent se décréter d'en haut. Si, au nom de l'unité du monde, on prétendait imposer des solutions uniformes qui ne partent pas des multiples diversités de nos sociétés, on ne ferait pas mieux, et sans doute même moins bien, que la dictature actuelle du marché. Il faut donc concevoir un processus, une démarche qui partent de ces différentes diversités géoculturelles, sociales et professionnelles, thématiques, pour élaborer progressivement, par la confrontation des représentations des points de vue et des expériences, des perspectives progressivement convergentes. C'est cette dynamique que représente l'Alliance pour un monde responsable et solidaire. C'est une dynamique laborieuse. Les réseaux sociaux et professionnels ou bien n'existent pas ou sont étroitement corporatistes. Ils doivent se tisser patiemment. Le dialogue mondial ne saurait se limiter à ceux qui, dans les différents pays, parlent anglais ou français. Le village planétaire est une tour de babel cloisonnée : d'une culture à l'autre, d'un milieu à l'autre, d'un domaine à l'autre. Il faut coudre. Relier. Créer la confiance. Partir de l'expérience pour inventer. De l'éthique à la science, à la production, à la consommation, à l'échange, à la gouvernance locale jusqu'à la gouvernance globale, à l'élaboration de nouveaux termes de gestion des relations entre l'humanité et la biosphère, l'eau, l'énergie, les sols, la biodiversité, c'est tout cela qu'il faut mettre simultanément en mouvement. Et quand il faut identifier en Russie, en Asie Centrale, dans les pays arabes, en Chine, en Inde, au Nigeria, au Pakistan ceux qui dans les différents milieux sont véritablement porteurs d'une vision d'avenir, ce n'est pas une mince affaire. Né en 1994, ce développement se construit par tâtonnements, inventant chemin faisant ses méthodes. L'Alliance pour un Monde Responsable et

Solidaire organise en décembre 2001 à Lille dans le Nord de la France une première véritable Assemblée Mondiale où se confronteront les cultures, les milieux et les thèmes. Davos, Porto Alegre, c'est au bout du compte 10 à 20% de cette diversité du monde. Lille c'est une tentative de triple saut périlleux : de la diversité géoculturelle, de la diversité sociale et professionnelle, de la cohérence des propositions. C'est la prochaine étape de ce mouvement de construction d'une société civile mondiale.